

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 11 octobre 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal dépourvu d'intitulé, mais présenté en ces termes dans la lettre du Ministre : "ontwerp van koninklijk besluit houdende hervorming van de Raad van Adel", a donné le 20 décembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 oktober 1995 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit zonder opschrift, maar in de brief van de Minister aangekondigd als : "ontwerp van koninklijk besluit houdende hervorming van de Raad van Adel", heeft op 20 december 1995 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

Le projet est dépourvu d'intitulé. Il est proposé d'écrire :

"Arrêté royal instituant le Conseil de noblesse".

Préambule.

Il y a lieu de supprimer le considérant qui est superflu.

Dispositif.

De l'accord du fonctionnaire délégué, une nouvelle présentation des chapitres est proposée :

Chapitre premier.

Ce chapitre groupe les articles 1er, 8, 9, 10, 11 et 12 du projet et est intitulé :

"Chapitre premier. - De la dénomination et des attributions".

.../...

Article 1er.

Afin de marquer la continuité entre les deux institutions, cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 1er. Il est créé auprès du ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions, ci-après dénommé "le ministre", le Conseil de noblesse, dénommé ci-après "le Conseil". Celui-ci succède au Conseil héraldique créé par l'arrêté royal du 6 février 1844".

Article 8 (devenant l'article 2).

1. L'alinéa 1er doit être supprimé étant donné que le Conseil de noblesse n'exerce pas seulement des compétences à caractère consultatif.

2. L'alinéa 2, auquel se limitera l'article examiné, suscite des problèmes de terminologie. Il convient de définir, dans le rapport au Roi précédant l'arrêté en projet, ce qu'il y a lieu d'entendre par le concept nouveau de "réhabilitation" en comparaison avec la notion de "reconnaissance".

3. La disposition de l'alinéa 3 trouverait mieux sa place dans un article nouveau qui serait inséré entre les articles 10 et 11 du projet.

.../...

4. L'alinéa 4 doit être supprimé.

En effet, en ce qui concerne la Communauté germanophone, celle-ci est compétente pour les matières culturelles telles qu'elles sont organisées à l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ceci en vertu de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

Aussi longtemps que cette Communauté n'aura pas réglé elle-même la matière, par exemple en créant son propre Conseil héraldique, ce sont les textes normatifs existants qui continuent à lui être applicables, notamment l'arrêté royal du 6 février 1837 qui détermine la forme des sceaux des communes et l'arrêté royal du 14 février 1913 "Armoiries des communes - Reconnaissance et concession", sauf à y lire "Conseil de noblesse" au lieu de "Conseil héraldique".

Quant aux dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale, comme il s'agit d'institutions ne se rattachant à aucune Communauté en raison de leurs activités (article 127, § 2, de la Constitution), il y a lieu de considérer que leurs armoiries restent de la compétence de l'Etat fédéral. La Commission communautaire commune n'est, en effet, pas compétente pour régler des matières "biculturelles" (article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises). Les arrêtés royaux précités des 6 février 1837 et 14 février 1913 restent donc d'application à ces communes, les mots "Conseil héraldique" devant se lire "Conseil de noblesse".

.../...

En conclusion, l'article examiné doit être rédigé comme suit :

"Art. 2. Le Conseil donne un avis au ministre avant que celui-ci ne présente au Roi, un rapport, soit sur une demande de reconnaissance ou de réhabilitation de noblesse, soit sur un changement d'armoiries qui est introduite par des personnes appartenant à la noblesse belge".

Article 9 (devenant l'article 3).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de préciser, dans l'article examiné, que le Conseil de noblesse fait valoir ses observations sur "les autres détails d'exécution" et se demande s'il n'y a pas là double emploi avec l'article 12 du projet.

Sous cette réserve, l'article examiné serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Le ministre adresse au Conseil une expédition des arrêtés par lesquels le Roi accorde des faveurs nobiliaires, afin que le Conseil soumette des observations sur le projet de lettres patentes et les armoiries".

.../...

Article 10 (devenant l'article 4).

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Art. 4. Le Conseil tient le registre matricule de la noblesse.

Il conserve copie des lettres patentes.

Les inscriptions dans le registre matricule sont signées par le président et contresignées par le greffier".

Article 5 (nouveau).

Ce nouvel article correspond à l'alinéa 3 de l'article 8 du projet. La rédaction suivante est proposée :

"Art. 5. Le Conseil constate, à sa demande, l'état nobiliaire de toute personne qui appartient à la noblesse belge".

Article 11 (devenant l'article 6).

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 6. Le Conseil délivre des attestations de noblesse relatives aux prédicats, aux titres et à leur transmission.

Il certifie la possession et l'usage des armoiries nobles.

.../...

Ces attestations et certificats sont signés par le greffier.

La correspondance est adressée au ministre".

Article 12 (devenant l'article 7).

Quoique l'article examiné reproduise l'article 8 de l'arrêté royal du 6 février 1844 qui institue un Conseil héraldique et en détermine les attributions, il serait souhaitable que le membre de phrase "toute mesure propre à assurer le mode d'exécution de tous actes résultant de l'article 113 de la Constitution" soit rédigé de manière plus précise.

Chapitre II.

Après l'article 7 (nouvelle numérotation), il convient de créer un chapitre II, intitulé "De la composition".

Article 2 (devenant l'article 8).

L'article examiné prévoit que les membres francophones du Conseil de noblesse doivent avoir une connaissance suffisante du néerlandais et les membres néerlandophones du français.

Il n'appartient pas au Roi, mais à la loi, de déterminer les exigences linguistiques de ceux qui sont admis à accomplir des actes de l'"autorité publique". Le texte doit être adapté en conséquence.

Par ailleurs, il y a lieu de remplacer les mots "francophones" et "néerlandophones" par les mots "d'expression française" et "d'expression néerlandaise".

Sous réserve de l'observation susmentionnée, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3 (devenant l'article 9).

L'emploi de la notion de "groupe linguistique" est totalement inadéquat dans la mesure où cette notion est empruntée à des textes constitutionnels et législatifs qui ne trouvent pas à s'appliquer en l'espèce. L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 9. Le Conseil est présidé alternativement par un membre d'expression française et par un membre d'expression néerlandaise, nommés par le Roi sur la proposition du ministre.

L'alternance est annuelle.

.../...

En cas de démission ou de décès du président en exercice, l'autre président le remplace pour la durée du mandat".

Article 4 (devenant l'article 10).

1. L'alinéa 1er est ambigu quant aux diplômes requis dans le chef du greffier.

Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, le greffier doit être docteur ou licencié en droit ou en histoire.

2. Quant à l'alinéa 2, il y est prévu qu'exceptionnellement les fonctions de greffier peuvent être confiées à un membre du Conseil. C'est perdre de vue que les membres du Conseil ne sont pas nécessairement des fonctionnaires et que, par suite, ils ne sont pas soumis aux devoirs et obligations de ceux-ci. Or, le greffier se voit confier un certain nombre de missions comme le contreseing du registre matricule, la signature des attestations de noblesse et leur expédition, l'organisation des séances du Conseil (ordre du jour, convocations), la rédaction des procès-verbaux, la correspondance administrative du Conseil, la conservation des archives ... qui sont des tâches de nature administrative. Il s'ensuit qu'en cas d'empêchement du greffier, ces tâches doivent être assumées par un autre fonctionnaire.

Le texte doit être revu en conséquence.

.../...

Chapitre III.

Après l'article 10 (nouvelle numérotation), il y a lieu de créer un chapitre III, intitulé "Du fonctionnement".

Article 5 (devenant l'article 11).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 11. Les membres du Conseil assistent régulièrement aux réunions.

S'ils se trouvent dans l'incapacité de remplir leurs obligations, ils présentent leur démission.

Le membre, nommé conformément à l'article 8 en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé, achève le mandat de celui-ci".

Article 6 (devenant l'article 12).

L'article examiné prévoit comme cause d'incompatibilité le fait d'"être un membre dirigeant d'un groupement dont les activités touchent à la noblesse, à la généalogie et à l'héraldique". Cette incapacité doit être déterminée de manière objective et adaptée à l'exercice de la fonction de membre du Conseil de noblesse - ce qu'en l'état de ses informations le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de

.../...

vérifier. Une justification devra être fournie dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal en projet.

Les mots "touchent à" sont, en tout cas, imprécis. Ils pourraient être utilement remplacés par les mots "sont consacrées à".

Dans le texte néerlandais, les mots "zich inlaat met" sont péjoratifs. Ils pourraient être utilement remplacés par les mots : "zich bezighoudt met".

Article 7 (devenant l'article 13).

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 13. Les membres du Conseil sont tenus d'une obligation de confidentialité à l'égard des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

A l'expiration de leur mandat, ils remettent au greffier tous les documents qu'ils détiennent en leur qualité de membre du Conseil. En cas de décès, le Conseil peut réclamer ces documents à leurs héritiers".

Chapitre IV.

Après l'article 13 (nouvelle numérotation), il convient de créer un chapitre IV, intitulé "De la procédure".

.../...

Article 13 (devenant l'article 14).

1. L'alinéa 1er est inutile et doit être supprimé.

2. En ce qui concerne l'alinéa 3, à la première phrase, il y a lieu de préciser que les résolutions sont prises à la majorité absolue.

Dans le même alinéa, il y a une contradiction entre les deuxième et troisième phrases, en ce sens que, lorsque le vote a lieu au scrutin secret, la voix du président ne peut plus, par la force même des choses, être prépondérante.

En outre, lorsque le scrutin est secret, il y a lieu de préciser ce qu'il advient en cas de partage des voix.

Le texte doit être revu à la lumière de ces observations.

Article 14 (devenant l'article 15).

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le second alinéa est critiquable en tant qu'il prévoit que la majorité des membres présents peut ajouter ou retrancher des points à l'ordre du jour.

L'ajout de certains points pourrait, en particulier, donner lieu à des abus de la part d'une minorité. Il serait,

.../...

dès lors, préférable de rédiger l'alinéa 2 de cet article comme suit :

"L'ordre du jour ne peut être modifié sans l'accord des membres du Conseil".

Article 15 (devenant l'article 16).

1. A l'alinéa 1er, deuxième phrase, il est prévu qu'un double des procès-verbaux est gardé aux archives du Conseil. Ceci suscite la question de savoir ce qu'il advient des originaux. Cette lacune doit être comblée.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Quant à l'alinéa 2, il y a lieu de supprimer le terme "aussi".

3. A l'alinéa 3, il est fait référence à l'observation qui sera formulée à propos des articles 18 et 19 du projet.

Article 16 (devenant l'article 17).

1. A l'alinéa 1er, il est prévu que les dossiers sont répartis entre les membres "en tenant compte de la

.../...

langue de l'affaire" et, à l'alinéa 4, que les rapports sont faits par écrit "dans la langue de l'affaire".

A cet égard, il est fait référence à l'observation qui a été formulée au sujet de l'article 2 du projet.

Par ailleurs, à l'alinéa 1er, les mots "si possible" doivent, de l'accord du fonctionnaire délégué, être omis.

2. A l'alinéa 2, il est prévu qu'un rapporteur peut se désister d'un dossier pour lequel il a été désigné, pour "des raisons familiales ou autres dûment justifiées". L'article 17 (devenant l'article 18) prévoit, quant à lui, des cas d'abstention. Le Conseil d'Etat se demande s'il n'y a pas un double emploi, l'hypothèse visée à l'alinéa 2 de l'article 16 (devenant l'article 17) paraissant être comprise dans la règle établie à l'alinéa 1er de l'article 17 (devenant l'article 18).

Sous réserve de ces observations, le texte suivant est proposé pour les alinéas 1er et 4 de l'article examiné :

"Art. 17. Les dossiers sont répartis par le greffier, en accord avec le président, entre les membres du Conseil.

...

...

Les rapports sont écrits. Un exemplaire est expédié par le greffier à chaque membre du Conseil".

.../...

Article 17 (devenant l'article 18).

Il y a lieu de remplacer le terme "conseiller" par les mots "membre du Conseil".

Le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18 (devenant l'article 19).

1. La disposition examinée prévoit à la première phrase que les frais de garde sont à charge des intéressés. Il n'existe pas, à la connaissance du Conseil d'Etat, de fondement légal à cette disposition (1). En conséquence, les mots "aux frais des intéressés" doivent être omis.

2. En ce qui concerne la troisième phrase, celle-ci reproduit une phrase de l'article 12 de l'arrêté royal du 6 février 1844. Toutefois, depuis lors, est intervenue la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, celle-ci ouvre, à quiconque en fait la demande, le droit de demander communication des documents administratifs, ceci sous réserve des exceptions prévues par cette loi. La troisième phrase doit donc être omise.

(1) Voir, au contraire, l'article 28, alinéa 2, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Article 19.

Les documents visés à l'article 19 du projet n'entrent pas dans les prévisions de l'article 11, alinéa 4, de la loi du 11 avril 1994 précitée. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, ils se trouvent en possession du Conseil héraldique, auquel le Conseil de noblesse est appelé à succéder. A ces documents sont, dès lors, applicables les dispositions des alinéas 1er à 3 de l'article 11 précité. Il s'ensuit que la disposition examinée doit être omise.

Article 20.

L'arrêté royal du 6 février 1844 que l'article 20 tend à abroger n'a pas abrogé entièrement celui du 26 septembre 1843 qui institue une Commission consultative pour la vérification des titres et l'examen des demandes en reconnaissance de noblesse. En effet, l'article 3 de cet arrêté est toujours en vigueur. Il est, dès lors, suggéré d'insérer une disposition similaire à l'article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1843 dans l'article 2 du projet (devenant l'article 8) et d'étendre l'abrogation prévue par l'article examiné à l'arrêté du 26 avril 1843.

Observations finales.

1. Il est rappelé qu'il convient d'éviter l'emploi du futur dans la rédaction d'un texte normatif et d'employer le présent.

.../...

2. Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Het ontwerp heeft geen opschrift. Er wordt voorgesteld te schrijven :

"Koninklijk besluit houdende instelling van de Raad van Adel".

Aanhef.

De considerans is overbodig en moet vervallen.

Bepalend gedeelte.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar wordt een nieuwe indeling in hoofdstukken voorgesteld :

Hoofdstuk I.

Dit hoofdstuk bevat de artikelen 1, 8, 9, 10, 11 en 12 van het ontwerp en heeft als opschrift :

"Hoofdstuk I. - Benaming en bevoegdheden".

.../...

Artikel 1.

Ten einde de continuïteit tussen beide instellingen aan te geven, dient dit artikel als volgt te worden gesteld :

"Artikel 1. Bij de minister tot wiens bevoegdheid de Buitenlandse Zaken behoren, hierna te noemen "de minister", wordt de Raad van Adel, hierna te noemen "de Raad", ingesteld. Deze treedt in de rechten van de Raad van Adel die is ingesteld bij het koninklijk besluit van 6 februari 1844".

Artikel 8 (dat artikel 2 wordt).

1. Het eerste lid dient te vervallen, aangezien de Raad van Adel niet alleen adviserende bevoegdheden uitoefent.

2. Het tweede lid, dat op zich artikel 2 zal worden, doet terminologische problemen rijzen. In het verslag aan de Koning, dat aan het ontwerp voorafgaat, behoort te worden bepaald wat moet worden verstaan onder het nieuwe begrip "rehabilitatie", in vergelijking tot het begrip "erkenning".

3. De bepaling van het derde lid zou beter op haar plaats zijn in een nieuw artikel, dat tussen de artikelen 10 en 11 van het ontwerp zou worden ingevoegd.

4. Het vierde lid behoort te vervallen.

.../...

De Duitstalige Gemeenschap is immers krachtens artikel 4 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de culturele aangelegenheden zoals deze geregeld zijn in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Zolang deze Gemeenschap die aangelegenheid niet zelf geregeld heeft, bij voorbeeld door haar eigen Heraldische Raad op te richten, blijven de bestaande normatieve teksten op haar toepasselijk, namelijk het koninklijk besluit van 6 februari 1837 waarbij de vorm van de zegels van de gemeenten wordt vastgelegd en het koninklijk besluit van 14 februari 1913 "Wapens der gemeenten - Erkenning en vergunning", met dat verschil dat men daarin "Raad van Adel" moet lezen waar "Heraldieke Raad" staat.

Aangezien de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest instellingen zijn die, niet wegens hun activiteiten tot enige Gemeenschap behoren (artikel 127, § 2, van de Grondwet), moeten hun wapens worden geacht verder onder de bevoegdheid van de federale Staat te vallen. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is immers niet bevoegd voor het regelen van "biculturele" aangelegenheden (artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen). De voormelde koninklijke besluiten van 6 februari 1837 en 14 februari 1913 blijven dan ook op deze gemeenten van toepassing, met dien verstande dat "Raad van Adel" moet worden gelezen waar "Heraldieke Raad" staat.

.../...

Kortom, het onderzochte artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. De Raad dient de minister van advies voor deze aan de Koning een verslag voorlegt, hetzij over een verzoek tot erkenning of rehabilitatie van adeldom, hetzij over een verzoek tot wijziging van wapens, ingediend door personen behorende tot de Belgische adel".

Artikel 9 (dat artikel 3 wordt).

De Raad van State ziet er het nut niet van in dat in het onderzochte artikel gepreciseerd wordt dat de Raad van Adel zijn opmerkingen formuleert "inzake andere details van de uitvoering" en vraagt zich af of zulks geen duplicering van artikel 12 van het ontwerp is.

Onder dat voorbehoud zou het onderzochte artikel beter als volgt worden gesteld :

"Art. 3. De minister bezorgt de Raad een afschrift van de besluiten waarbij de Koning adellijke gunsten verleent opdat de Raad opmerkingen maakt over het ontwerp van open brieven en het wapen".

.../...

Artikel 10 (dat artikel 4 wordt).

Er wordt voorgesteld dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 4. De Raad houdt het stamboek van de adel bij.

Hij bewaart een kopie van de open brieven.

De aantekeningen in het stamboek worden door de voorzitter ondertekend en door de griffier medeondertekend".

Artikel 5 (nieuw).

Dit nieuwe artikel komt overeen met het derde lid van artikel 8 van het ontwerp. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 5. De Raad stelt van iedere persoon die tot de Belgische adel behoort, op diens verzoek, de adellijke staat vast".

Artikel 11 (dat artikel 6 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 6. De Raad geeft attesten van adeldom af betreffende de predikaten, de titels en het overgaan ervan.

.../...

Hij certificeert het bezit en het gebruik van adellijke wapens.

Deze attesten en certificaten worden ondertekend door de griffier.

Brieven worden aan de minister gericht".

Artikel 12 (dat artikel 7 wordt).

Hoewel het onderzochte artikel de tekst overneemt van artikel 8 van het koninklijk besluit van 6 februari 1844 waarbij een Raad van Adel wordt ingesteld en de bevoegdheden ervan worden vastgesteld, is het raadzaam het zinsdeel "elke maatregel eigen aan de wijze van uitvoering van alle daden voortspuitend uit artikel 113 van de Grondwet" preciezer te stellen.

Hoofdstuk II.

Het is dienstig op artikel 7 (nieuwe nummering), een hoofdstuk II, met als opschrift "Samenstelling", te laten volgen.

Artikel 2 (dat artikel 8 wordt).

Het onderzochte artikel bepaalt dat de Nederlands-talige leden van de Raad van Adel een voldoende kennis van

.../...

het Frans moeten hebben en de Franstalige leden een voldoende kennis van het Nederlands.

Het staat niet aan de Koning, maar aan de wet, om de taalvereisten vast te stellen voor diegenen die handelingen van het "openbaar gezag" mogen stellen. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Overigens behoren in de Franse tekst de woorden "francophones" en "néerlandophones" te worden vervangen door de woorden "d'expression française" en "d'expression néerlandaise".

In de Nederlandse tekst schrijve men, onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerking, "beslissende stem" in plaats van "beraadslagende stem" alsook "vernieuwd" in plaats van "hernieuwd".

Artikel 3 (dat artikel 9 wordt).

Het gebruik van het begrip "taalgroep" is totaal ongeschikt doordat dit begrip ontleend is aan grondwets- en wetteksten die in casu niet van toepassing zijn. Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 9. De Raad wordt beurtelings voorgezeten door een Nederlandstalig en een Franstalig lid, benoemd door de Koning op voordracht van de minister.

De beurtwisseling geschiedt om het jaar.

.../...

Bij ontslag of overlijden van de voorzitter in functie, wordt hij door de andere voorzitter vervangen voor de duur van het mandaat".

Artikel 4 (dat artikel 10 wordt).

1. Het eerste lid is onduidelijk wat de diploma-vereisten van de griffier betreft.

Volgens de uitleg die door de gemachtigde ambtenaar is verstrekt, dient de griffier doctor of licentiaat in de rechten of in de geschiedenis te zijn.

2. In het tweede lid wordt gesteld dat de functie van griffier in uitzonderlijke omstandigheden aan een lid van de Raad mag worden toevertrouwd. Daarbij wordt uit het oog verloren dat de leden van de Raad niet noodzakelijk ambtenaren zijn en dat zij dus niet de plichten en verplichtingen van ambtenaren hebben. De griffier krijgt echter een aantal taken toevertrouwd zoals het medeondertekenen van het stamboek, het ondertekenen van attesten van adel en het verzenden ervan, het beleggen van de vergaderingen van de Raad (agenda, oproeping), het opstellen van de notulen, de administratieve briefwisseling van de Raad, het bijhouden van het archief ... die administratieve taken zijn. Daaruit volgt dat die taken, bij verhindering van de griffier, door een andere ambtenaar moeten worden vervuld.

.../...

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Hoofdstuk III.

Op artikel 10 (nieuwe nummering) dient een Hoofdstuk III, met als opschrift "Werkwijze", te volgen.

Artikel 5 (dat artikel 11 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 11. De leden van de Raad wonen de vergaderingen regelmatig bij.

Als zij hun verplichtingen niet kunnen nakomen, dienen zij hun ontslag in.

Het lid dat overeenkomstig artikel 8 benoemd is ter vervanging van een ontslagnemend of overleden lid, voltooit diens mandaat".

Artikel 6 (dat artikel 12 wordt).

Het onderzochte artikel bepaalt als reden van onverenigbaarheid het feit "bestuurslid (te) zijn van een vereniging die zich inlaat met adel, familiekunde of heraldiek". Deze onverenigbaarheid dient objectief te worden

.../...

vastgesteld en moet in verhouding staan tot de uitoefening van de functie van lid van de Raad van Adel - wat de Raad van State bij de stand van de inlichtingen waarover hij beschikt niet kan controleren. Daarvoor dient een reden te worden gegeven in het verslag aan de Koning, dat aan het ontworpen koninklijk besluit voorafgaat.

In de Franse tekst zijn de woorden "touchent à" in ieder geval onnauwkeurig. Het zou dienstig zijn ze te vervangen door de woorden : "sont consacrées à".

In de Nederlandse tekst zijn de woorden "zich inlaat met" pejoratief. Zij kunnen heel goed vervangen worden door de woorden : "zich bezighoudt met".

Artikel 7 (dat artikel 13 wordt).

Deze bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 13. De leden van de Raad zijn gehouden tot geheimhouding van de feiten, handelingen of inlichtingen waarvan zij door hun functie kennis hebben gekregen.

Bij het verstrijken van hun mandaat bezorgen zij de griffier alle documenten terug die zij in hun hoedanigheid van lid van de Raad in hun bezit hebben. In geval van overlijden kan de Raad die documenten van de erfgenamen terugvorderen".

.../...

Hoofdstuk IV.

Het is dienstig op artikel 13 (nieuwe nummering) een Hoofdstuk IV, met als opschrift "Procedure", te laten volgen.

Artikel 13 (dat artikel 14 wordt).

1. Het eerste lid is overbodig en dient te vervallen.

2. In de eerste zin van het derde lid dient te worden gepreciseerd dat de beslissingen bij volstreckte meerderheid van stemmen worden genomen.

De tweede en de derde zin van hetzelfde lid zijn met elkaar in tegenspraak doordat, als de stemming geheim is, de stem van de voorzitter, door de aard zelf der zaken, niet meer doorslaggevend kan zijn.

Bovendien behoort er, wanneer de stemming geheim is, te worden gepreciseerd wat er gebeurt in geval van staking van stemmen.

De tekst dient in het licht van deze opmerkingen te worden herzien.

.../...

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men "Op verzoek van" in plaats van "Op vraag van" alsook "geschieden" in plaats van "gebeuren".

Artikel 14 (dat artikel 15 wordt).

Naar analogie van het tweede lid, vervange men in het eerste lid het woord "dagorde" door het woord "agenda".

Het tweede lid is vatbaar voor kritiek, doordat het bepaalt dat de meerderheid van de aanwezige leden punten kan toevoegen aan de agenda of van de agenda kan afvoeren.

Het toevoegen van sommige punten zou inzonderheid aanleiding kunnen geven tot misbruiken door een minderheid. Het is dan ook raadzaam het tweede lid van dit artikel als volgt te stellen :

"De agenda kan niet worden gewijzigd zonder instemming van de leden van de Raad".

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

1. In de tweede zin van het eerste lid wordt bepaald dat een duplicaat van de notulen in het archief wordt bewaard. Dat doet de vraag rijzen wat er met de originelen gebeurt. Deze lacune moet worden weggewerkt.

.../...

Voorts schrijve men "Een duplicaat" en niet "Een dubbel". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

2. In het tweede lid dient het woord "ook" te vervallen.

3. Wat het derde lid betreft, wordt verwezen naar de opmerking die over de artikelen 18 en 19 van het ontwerp zullen worden gemaakt.

Artikel 16 (dat artikel 17 wordt).

1. In het eerste lid wordt bepaald dat de dossiers onder de leden verdeeld worden "rekening houdend met de taal van de zaak" en in het vierde lid wordt gesteld dat de verslagen schriftelijk opgemaakt worden "in de taal van de zaak".

In dat opzicht wordt verwezen naar de opmerking die over artikel 2 van het ontwerp is gemaakt.

Voorts dienen in het eerste lid de woorden ", indien mogelijk," te vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

2. In het tweede lid wordt bepaald dat een rapporteur ("verslaggever") een dossier waarvoor hij

.../...

aangewezen is, mag weigeren om "familiale of andere voldoende verantwoorde redenen". Artikel 17 (dat artikel 18 wordt) zijnerzijds voorziet in gevallen van onthouding ("afzijdig houden"). De Raad van State vraagt zich af of er geen duplicering is, aangezien het geval bedoeld in het tweede lid van artikel 16 (dat artikel 17 wordt) vervat lijkt in de regel gesteld in het eerste lid van artikel 17 (dat artikel 18 wordt).

Onder voorbehoud van die opmerkingen wordt voor het onderzochte artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 17. De dossiers worden door de griffier, na overleg met de voorzitter, verdeeld onder de leden van de Raad.

De aangewezen rapporteur mag het dossier om familieredenen of andere behoorlijk gewettigde redenen weigeren.

Indien de zaak dat vereist, mogen verscheidene rapporteurs worden aangewezen.

De verslagen worden schriftelijk opgemaakt. De griffier zendt een exemplaar ervan aan elk lid van de Raad".

Artikel 17 (dat artikel 18 wordt).

In de Franse tekst dient het woord "conseiller" te worden vervangen door de woorden "membre du Conseil".

.../...

In de Nederlandse tekst schrijve men in het eerste lid, in fine, "... onthoudt zich dat lid" en in het tweede lid "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend".

Artikel 18 (dat artikel 19 wordt).

1. De eerste zin van de onderzochte bepaling schrijft voor dat de bewaringskosten ten laste van de belanghebbenden komen. Voor zover de Raad van State bekend is, heeft deze bepaling geen rechtsgrond (1). Bijgevolg dienen de woorden ", op kosten van de belanghebbenden," te vervallen.

2. De derde zin geeft de tekst weer van een zin uit artikel 12 van het koninklijk besluit van 6 februari 1844. Sedertdien echter is de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur in werking getreden. Op basis van die wet heeft iedereen die daarom verzoekt het recht mededeling van bestuursdocumenten te vragen, behoudens de uitzonderingen waarin die wet voorziet. De derde zin dient dan ook te vervallen.

(1) Zie daarentegen artikel 28, tweede lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Artikel 19.

De documenten bedoeld in artikel 19 van het ontwerp behoren niet tot de gevallen waarin door artikel 11, vierde lid, van de voormelde wet van 11 april 1994 is voorzien. Volgens de uitleg die door de gemachtigde ambtenaar is verstrekt, zijn zij in het bezit van de huidige Raad van Adel, in de plaats waarvan de nieuwe Raad van Adel moet komen. Op die documenten zijn de bepalingen van het eerste tot het derde lid van het voormelde artikel 11 dan ook van toepassing. Daaruit volgt dat de onderzochte bepaling dient te vervallen.

Artikel 20.

Door het koninklijk besluit van 6 februari 1844, tot opheffing waarvan artikel 20 strekt, is het koninklijk besluit van 26 september 1843 waarbij een adviescommissie voor het onderzoek van de aanspraken op en de aanvragen tot erkenning van adeldom wordt opgericht, niet volledig opgeheven. Artikel 3 van dat besluit is immers nog steeds van kracht. Er wordt dan ook voorgesteld een bepaling met een soortgelijke strekking als artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1843 op te nemen in artikel 2 van het ontwerp (dat artikel 8 wordt) en de door het onderzochte artikel voorgenomen opheffing uit te breiden tot het besluit van 26 april 1843.

.../...

Slotopmerking.

1. Er wordt aan herinnerd dat dient te worden vermeden de toekomstige tijd te gebruiken bij het redigeren van een normatieve tekst en dat de tegenwoordige tijd moet worden gebezigd.

2. De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in het ontwerp dienaangaande enige opmerkingen gemaakt.

La chambre était composée de :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été rédigé par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Het verslag werd opgesteld door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.